

2016_CT2_300

OBJET : Aménagement du territoire - Déplacements, mobilité transports et infrastructures - Approbation des principes directeurs sur les règles d'accès des opérateurs de transport aux gares routières et emplacements d'arrêts métropolitains

Le 8 décembre 2016, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire au Complexe Sportif et Culturel à Simiane-Collongue, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 2 décembre 2016, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – ARDHUIN Philippe – BALDO Edouard – BARRET Guy – BONTHOUX Odile – BORELLI Christian - BOUDON Jacques – BOUVET Jean-Pierre – BOYER Raoul – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CIOT Jean-David – CORNO Jean-François – DELAVET Christian – FABRE-AUBRESPY Hervé – FERAUD Jean-Claude – FREGEAC Olivier – GACHON Loïc – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – HOUEIX Roger – LAFON Henri – LHEN Hélène – MALLIÉ Richard – MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud – MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – PELLENC Roger – PERRIN Jean-Marc – POLITANO Jean-Jacques – PRIMO Yveline – PROVITINA-JABET Valérie – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – ROLANDO Christian – SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – TALASSINOS Luc – TAULAN Francis – TERME Françoise – YDE Marcel – ZERKANI-RAYNAL Karima

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : AMAROUCHE Annie donne pouvoir à PELLENC Roger – AMIEL Michel donne pouvoir à BUCCI Dominique – BACHI Abbassia donne pouvoir à MERGER Reine – BENKACI Moussa donne pouvoir à BOUVET Jean-Pierre – CANAL Jean-Louis donne pouvoir à CIOT Jean-David – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle donne pouvoir à POLITANO Jean-Jacques – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à BALDO Edouard – de SAINTDO Philippe donne pouvoir à PERRIN Jean-Marc – DEVESA Brigitte donne pouvoir à SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – DI CARO Sylvaine donne pouvoir à BONTHOUX Odile – GALLESE Alexandre donne pouvoir à BOUDON Jacques – GROSSI Jean-Christophe donne pouvoir à TERME Françoise – GUINIERI Frédéric donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse – JOISSAINS Sophie donne pouvoir à BRAMOULLÉ Gérard – LENFANT Gaëlle donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – MALAUZAT Irène donne pouvoir à ROLANDO Christian – MANCEL Joël donne pouvoir à FERAUD Jean-Claude – MEÏ Roger donne pouvoir à MENFI Jeannot – MICHEL Marie-Claude donne pouvoir à GACHON Loïc – MORBELLI Pascale donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – NERINI Nathalie donne pouvoir à PRIMO Yveline – PAOLI Stéphane donne pouvoir à CHAZEAU Maurice – ROUVIER Catherine donne pouvoir à BOYER Raoul – SLISSA Monique donne pouvoir à LAFON Henri – SUSINI Jules donne pouvoir à ZERKANI-RAYNAL Karima – TRAINAR Nadia donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : ALBERT Guy – ALLIOTTE Sophie – AMEN Mireille – AUGHEY Dominique – BOULAN Michel – BURLE Christian – CALAFAT Roxane – CRISTIANI Georges – DAGORNE Robert – FILIPPI Claude – GARELLA Jean-Brice – JOUVE Mireille – LAGIER Robert – LEGIER Michel – MARTIN Régis – PEREZ Fabien – PIZOT Roger

Secrétaire de séance : Loïc GACHON

Monsieur Guy BARRET donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20161208-2016_CT2_300-
DE
Date de télétransmission : 20/12/2016
Date de réception préfecture : 20/12/2016

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

Aménagement du territoire

Déplacements, mobilité transports et infrastructures

■ Séance du 8 décembre 2016

03_2_11

■ **Approbation des principes directeurs sur les règles d'accès des opérateurs de transport aux gares routières et emplacements d'arrêts métropolitains**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Transports, Déplacements et Accessibilité

■ Séance du 15 Décembre 2016

20

TRA 020-15/12/16 CM

■ Approbation des principes directeurs sur les règles d'accès des opérateurs de transport aux gares routières et emplacements d'arrêts métropolitains

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de Mobilité sur son ressort territorial, est compétente en matière d'organisation de la mobilité.

L'ordonnance n°2016-79 du 29 janvier 2016 dite « gares routières » impose que les exploitants des gares et aménagements soient déclarés et que ces derniers édictent des règles d'accès aux sites transparentes, objectives et non discriminatoires.

Dans cette optique, la construction métropolitaine implique l'identification et la classification sur l'ensemble du territoire, des gares et emplacements d'arrêt entrant dans le champ de régulation de l'ordonnance. Elle rend également nécessaire l'édition de règles d'accès à ces sites.

Ce travail est engagé et permettra l'édition de règles harmonisées sur l'ensemble du territoire métropolitain, en fonction de la nature et de la classification du site considéré.

Par ailleurs, afin de répondre aux obligations réglementaires issues de l'ordonnance, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est d'ores et déjà en mesure de dégager certains principes directeurs

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20161208-2016_CT2_300-
DE
Date de télétransmission : 20/12/2016
Date de réception préfecture : 20/12/2016

garantissant des règles d'accès transparentes, objectives et non discriminatoires aux opérateurs de transport.

En effet, cinq séries de mesures sont proposées :

- les autorisations délivrées aux opérateurs de services librement organisés ont une durée d'un an. Les autorisations délivrées avant l'entrée en vigueur de la présente délibération seront reconduites pour l'année 2017.
- avant la fin du premier semestre l'année n, les opérateurs de services librement organisés transmettront à l'Autorité Organisatrice de Mobilité, les prévisions d'ouverture de ligne et de demandes de créneaux, pour la période à compter du 1^{er} septembre de l'année n et jusqu'au 31 Août de l'année n+1;
- Toute demande nouvelle d'un opérateur de services librement organisé fera l'objet d'une réponse sous un mois, à compter de la réception de la demande ;
Ces demandes devront être faites par courrier et les créneaux alloués le seront à la règle du premier arrivé, premier servi en cas de demandes identiques entre deux opérateurs.
Un opérateur pourra se désengager sous préavis d'un mois des créneaux qui lui avaient été attribués
- les autorisations délivrées au bénéfice d'opérateurs de services conventionnés, issues d'engagements de longue durée, (délégations de service public ou marchés publics) prévalent sur celles délivrées pour les opérateurs de services librement organisés ;
- les accès aux deux gares routières principales (Aix et Marseille) du territoire métropolitain, sont régis par les conditions d'accès ci-annexées (tarifs et règlement d'exploitation chacun susceptibles d'évoluer).
La Métropole se réserve le droit de convenir de mesures similaires sur d'autres sites métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-79 du 29 janvier 2016 relative aux gares routières et à la recodification du code des transports relative à l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 14 décembre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 décembre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 12 décembre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 30 novembre 2016;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 9 décembre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La nécessité d'adopter des principes garantissant des règles d'accès transparentes, objectives et non discriminatoires aux opérateurs de transport, en conformité avec les exigences réglementaires issues de l'ordonnance « gares routières ».

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les principes directeurs des règles d'accès des opérateurs de transport aux gares routières et emplacements d'arrêts métropolitains, ci-dessus exposées.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Mobilité, Déplacement, Transports

Jean-Pierre SERRUS

**OBJET : Aménagement du territoire - Déplacements, mobilité transports et infrastructures -
Approbation des principes directeurs sur les règles d'accès des opérateurs de transport aux gares
routières et emplacements d'arrêts métropolitains**

Vote sur le rapport

| | |
|------------------------------|----|
| Inscrits | 91 |
| Votants | 74 |
| Abstentions | 0 |
| Blancs et nuls | 0 |
| Suffrages exprimés | 74 |
| Majorité absolue | 38 |
| Pour | 74 |
| Contre | 0 |
| Ne prennent pas part au vote | 0 |

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **16 DEC. 2016**

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20161208-2016_CT2_300-
DE
Date de télétransmission : 20/12/2016
Date de réception préfecture : 20/12/2016